

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

REIMS, le 26/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



CERESIA

ZISE - 16 bd Val de Vesle - BP 1009
SILO DES ESSILLARDS
51100 Reims

Courriel : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Références : Sm1 n°D1 i 2022-580

Code AIOT : 0005701607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2022 dans l'établissement CERESIA implanté 16 Bd du Val Vesle 51100 REIMS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CERESIA
- 16 Bd du Val Vesle 51100 REIMS
- Code AIOT : 0005701607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site est composé de 4 silos : vertical 1, vertical semences et les silos plats report 1 et 2. L'exploitation céréalière (silos, engrais) est exploitée par Ceresia. La station de semence (silo semence, hall process, entrepôt) est exploitée de fait par Eurosem, filiale de Ceresia. L'ensemble du site dispose d'une seule autorisation d'exploiter, au bénéfice de Ceresia.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Nettoyage des installations
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Vérifications électriques et foudre
- Formation du personnel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
0	Situation administrative	AP Complémentaire du 11/02/2022, article 2	/	Sans objet
1	Propreté	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
3	Thermométrie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
5	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
6	Permis feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, 2 écarts réglementaires ont été mis en évidence. Ils concernent les vérifications électriques et foudres, ainsi que la vérification des moyens de lutte contre l'incendie. L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N°0 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/02/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de nomenclature
Constats : Le site comporte 2 silos verticaux (silo1 et silo semences) et 2 silos plats (report 1 et report 2). L'état des stocks présenté le jour de la visite était conforme aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 février 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ex AM autorisation du 29/03/04 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ art. 12 : « Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. Cette disposition ne s'applique pas aux aires de chargement et de déchargement situées à l'intérieur de silos plats ne disposant pas de dispositifs de transport et de distribution de produits. <p>Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers. Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ; ▪ soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. <p>Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ art. 13 : « Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. »</p>
<p>Constats : Les silos sont munis d'une procédure de nettoyage n° P-ME06-103-D, du 12 août 2019. Cette procédure indique une fréquence nettoyage à minima hebdomadaire en période de forte activité et préconise l'utilisation, en priorité, de l'aspirateur et de la centrale d'aspiration. Des préconisations sont ajoutées en cas d'utilisation du balais. La centrale d'aspiration utilisée est bien ATEX.</p> <p>Le site dispose d'un registre, dans lequel sont consignés la date ainsi que le lieu du nettoyage.</p> <p>Les silos 1, report 1 et report 2 ont été nettoyés pour la dernière fois, les 11, 12 et 13 juillet, soit entre 4 et 7 jours avant la visite d'inspection. Lors de la visite, les étages du silo 1 étaient en cours de nettoyage. Cependant, les étages 3 et 4 du silo 1, ainsi que les galeries sur cellules des silos de report 1 et 2 étaient relativement empoussiérés.</p> <p>Par courriel du 29 juillet 2022, l'exploitant a transmis des photo du nettoyage des étages 3 et 4 du silo 1 ainsi que des galeries sur cellules des silos report 1 et 2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations foudre et électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ex AM autorisation 29/03/04 : ° art. 9 : « [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre. »</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de vérification électrique et de vérification des moyens de protection contre la foudre suivants : - rapport de vérification électrique du silo Eurosem, par la société DERKRA, en date du 13/12/2021 : 12 écarts dont 6 forts et 6 signalés - rapport de vérification électrique des silos 1, report 1 et 2, par la société DERKRA, en date du 28/06/22 : 2 écarts forts et déjà signalés - rapport de vérification foudre, par la société DERKRA, en date du 28/06/22 : 2 observations</p> <p>Par courriel du 21 juillet 2022, l'exploitant a transmis trois bons de commande en date du 20 juillet 2022 concernant : - la mise en conformité des moyens de protection contre la foudre - la mise en conformité des installations électriques des silos 1, report 1 et 2 - la mise en conformité des installations électriques du silo Eurosem</p> <p>L'exploitant précise que "Les délais de réalisation sont cependant conditionnés aux contraintes de nos prestataires (difficultés conjoncturelles généralisées de recrutement et d'approvisionnement)".</p> <p>Proposition de l'inspection : L'inspection propose à monsieur le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant doit transmettre un justificatif de la résorption des écarts signalés dans les rapports de vérification des installations électriques des silos n°1, Eurosem, et report 1 et 2, sous un délai de 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Thermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de l'efficacité de la thermométrie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ex AM autorisation 29/03/04 : ° art. 14 : « L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
Constats : L'exploitation est équipée de sondes thermométriques fixes pour les silos verticaux et mobiles pour les silos plats report 1 et 2. L'exploitant peut suivre l'évolution des températures à l'aide d'une supervision. Au dessus de 35 degrés, les capteurs s'affichent en rouge et l'opérateur est plus vigilant à l'évolution de ces températures. Lors de l'inspection, aucune sonde mobile n'était disposée dans les silos plats, même lorsque les cellules étaient pleines car l'exploitant souhaitait attendre que l'ensemble de son silo soit rempli. Suite à l'inspection, le 21 juillet 2022, l'exploitant a transmis une photo de la mise en place des sondes dans l'ensemble des cellules pleines des silos plats. Deux capteurs de la sonde C7 du silo 1 ne fonctionnent pas, ce point a été signalé au service de maintenance.
Observation : L'exploitant doit veiller à ce que les sondes thermométriques soient mises en place dans les silos plats au fur et à mesure que les cellules sont pleines. L'exploitant doit s'assurer du fonctionnement de ses sondes avant chaque campagne de moisson. Le fonctionnement de l'ensemble des capteurs de la sonde C7 pourra être vérifié lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du bon état et de la disponibilité des moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ex AM autorisation 29/03/04 : art. 11 : « [...] Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. »
Constats : Les extincteurs des différents silos ont été vérifiés les 12 et 24 novembre 2021 par la société DESAUTEL. Les extincteurs défectueux sont notés comme remplacés. Les silos ne sont pas pourvus de RIA. Les colonnes sèches des 4 silos du site ont été changées le 13 août 2020 par la société RIF Protection Incendie. Depuis, aucun essai des colonnes sèches n'a été effectué. Selon l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-APC-30-IC du 21 février 2020, le site dispose de deux poteaux incendie communaux. L'exploitant n'est pas en capacité de fournir une attestation de débit de ces poteaux. Proposition de l'inspection : L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. Conformément à l'article 68 de l'arrêt ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE, l'exploitant doit s'assurer que la vérification des colonnes sèches du site est effectuée selon le référentiel en vigueur et tenir les rapports de vérifications associés à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit également se rapprocher des services communaux afin d'obtenir les derniers relevés de débit des poteaux incendie. Ces justificatifs sont à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a montré le plan de formation de son personnel. Les prochaines formations aux risques dans les silos sont prévues : <ul style="list-style-type: none">- pour M. RAOUX, en 2024- pour M. SCHOONBAERT, en 2025 Le 21 juillet 2022, l'exploitant a transmis la dernière attestation de M. RAOUX (2019) et de M. SCHOONBAERT (2020) aux risques dans les silos. La fréquence de formation est fixée à 5 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> <p>Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis la liste des personnes nommément désignées pour signer et délivrer des permis feu mais aussi surveiller l'exploitation. M. RAOUX et M. SCHOONBAERT, responsables de silo, font parti de cette liste. Cette liste a été mise à jour le 18/05/2022.</p> <p>Des exemples de permis feu ont été montrés, la majorité étaient parfaitement remplis avec le nom de l'intervenant et de la personne délivrant le permis feu, le type de travail effectué, la localisation, les points chauds possibles, la signature des agents, ainsi que les deux rondes effectuées suite aux travaux.</p> <p>Sur un permis feu, la partie relative aux rondes post-travaux n'avait pas été renseignée.</p>
Observation : L'exploitant doit veiller à ce que les permis feu soient correctement renseignés. Ce point pourra faire l'objet d'un prochain contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet